

NOS REVENDICATIONS

- ➔ L'amélioration des conditions de travail.
- ➔ L'arrêt des atteintes à la déontologie et au secret professionnel des Assistants de Services Sociaux.
- ➔ Le maintien des Assistants de Services Sociaux dans l'Education nationale et donc dans la fonction publique d'Etat.
- ➔ Pour des augmentations uniformes de salaire : 300 € pour tous.
- ➔ L'arrêt de la remise en cause des droits individuels et collectifs.
- ➔ Un recrutement à la hauteur de la charge de travail.

Pour une éducation pluriculturelle de qualité digne du service public, des conditions de travail et d'enseignement améliorées pour tous-tes, il faut des élu-e-s SUD éducation.



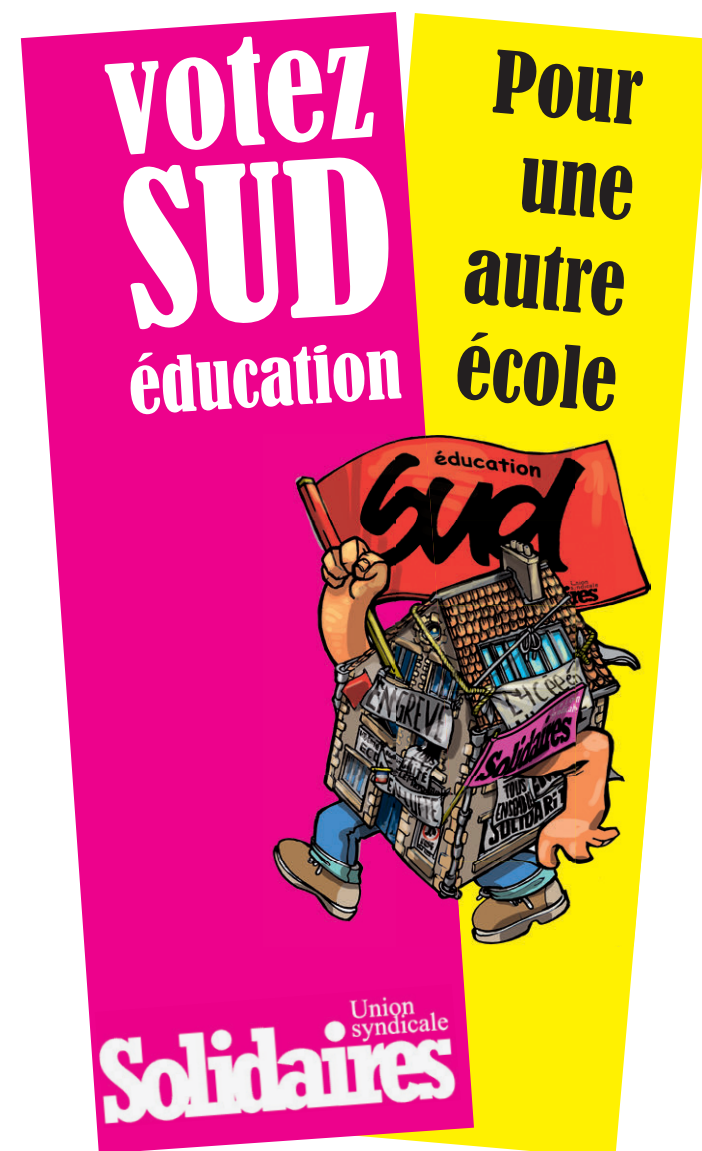
- Un syndicat qui **lutte** au quotidien
- Un syndicat qui **défend** toutes et tous les salarié-e-s
- Un syndicat pour un **service public laïque**
- Un syndicat pour une **école égalitaire** et **émancipatrice**
- Un syndicat **Solidaire, Unitaire et Démocratique** dans son projet et ses pratiques

Fédération des syndicats
SUD éducation
17, boulevard de la Libération
93200 Saint Denis
fedes@sudeducation.org
01 42 43 90 09



ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES 2014

du 27 novembre au 4 décembre



www.elections.sudeducation.org

Contre une politique de régression scolaire, VOTEZ SUD !

Profession de foi de la fédération SUD Éducation pour les assistant-e-s soci-ales-aux

Rien de ce qui a été mis en place par les gouvernements de droite n'a été remis en cause depuis 2012. Aussi, SUD Education continue de dénoncer les **atteintes à la déontologie et au secret professionnel** des Assistants de Services Sociaux. La généralisation des politiques sécuritaires, la loi dite de prévention de la délinquance, les différentes lois sur l'entrée des étrangers sur le territoire tentent d'instrumentaliser les travailleurs sociaux. **Nous ne voulons être ni la police des familles, ni des auxiliaires d'une entreprise de quadrillage des populations les plus fragiles.** Quand le gouvernement poursuit une politique d'austérité et de **remise en cause des services publics**, nous sommes inquiets pour l'avenir de nos métiers et nous réaffirons notre volonté de **maintien des Assistants de Services Sociaux dans l'Éducation nationale et donc dans la fonction publique d'Etat.**

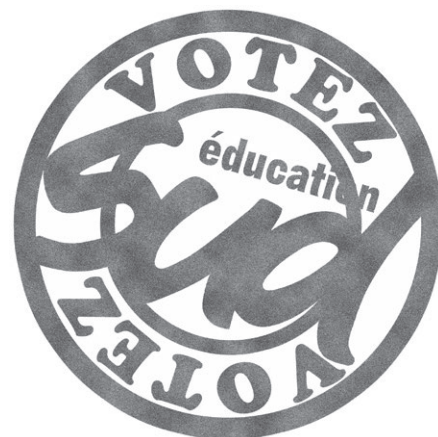
Nous dénonçons les recrutements de salariés précaires quand moins de 100 postes ont été créés en 10 ans et qu'il manque près de 500 AS pour couvrir les besoins des établissements.

Contre le blocage des salaires, pour des augmentations uniformes : 300 € pour tous. Contre un déroulement de carrière lié à l'arbitraire de « l'évaluation-notation », nous revendiquons une même carrière pour tous et l'accès immédiat de toutes et tous au cadre A de la fonction publique d'Etat.

Les droits individuels et collectifs sont ouvertement remis en cause. Les moyens mis à notre disposition pour exercer nos missions sont sans cesse réduits (formation, documentation, concertation...). L'administration se trouve incapable de payer les frais de déplacements selon les règles qu'elle fixe. **Les responsabilités et la charge de travail imposées aux personnels n'ont cessé d'augmenter,** sans les recrutements pour tant nécessaires.

La précarité accrue en lieu et place de vraies missions professionnelles, voilà ce que le ministère répond à nos interrogations sur l'avenir de nos missions auprès des élèves, des étudiants et des personnels.

Voter Sud éducation, c'est renforcer un syndicalisme qui n'isole pas les travailleurs de l'Éducation nationale chacun dans leur catégorie. Dans un contexte de régression sociale, c'est affirmer la nécessité d'un syndicalisme intercatégoriel et interprofessionnel.



**Votez
et
faites voter**

**éducation
SUD**